



# Kosovo: l'escalade

**L'**INTERVENTION MILITAIRE de l'OTAN en Serbie a brusquement mis en lumière la tragédie que vit le Kosovo depuis dix ans. Le quotidien de cette province est pourtant marqué par une répression sanguinaire et ininterrompue des troupes serbes (armée, police, milices paramilitaires) depuis la suppression du régime d'autonomie et la mise en place d'un régime d'exception en 1989.

Moralement, nous ne pouvons qu'être du côté des Albanais du Kosovo. L'agresseur est un fasciste, Slobodan Milosevic, à la tête d'une bande de criminels et les victimes sont les Kosovars. Mais nous sommes d'abord contre la guerre. Comme toujours elle est dite cruelle mais inévitable, insupportable mais ordinaire. Or la guerre est toujours

de être dans le camp du pacifisme bélant, celui qui hier défilait contre les missiles américains mais pas contre les SS 20 soviétiques et qui aujourd'hui reste au gouvernement à Paris mais laisserait bien agir les Serbes au Kosovo et tolère en tout cas leurs drapeaux dans des manifestations soi-disant organisées contre la guerre.

## Que veut Milosevic?

Slobodan Milosevic n'a qu'un objectif: conserver le pouvoir tyrannique qui est le sien depuis dix ans. La xénophobie anti-albanaise des Serbes du Kosovo a permis sa conversion du communisme au nationalisme en 1987. Il s'en est servi comme d'un marche-pied vers le pouvoir et a choisi l'escalade de la violence pour le conserver. Dix ans plus

sérieux. Son pouvoir est fragilisé, hésitant, en proie à des difficultés internes que confirment après coup une série de limogeage dans les milieux politiques et militaires. De plus il arrive au bout de son second mandat comme président de la Serbie et ne peut constitutionnellement se représenter. Il cherche donc à se faire élire à la présidence de la Fédération Yougoslave mais il lui faut changer la constitution pour y transférer les véritables pouvoirs de décision. Milosevic vacille mais conserve cependant le pouvoir grâce au soutien sans faille du Parti Socialiste de Serbie et à l'éclatement de la coalition « Ensemble ».

L'avertissement a été sévère et il utilise une fois de plus l'arme du nationalisme pour souder l'opinion serbe derrière lui en relançant la violence au Kosovo. L'escalade du conflit lui permet d'adopter la posture de la victime et d'évincer toute opposition. Milosevic voulait la guerre et il l'a eu. C'est un pari risqué mais qu'il peut gagner.

● Corruption et pouvoir  
● politique

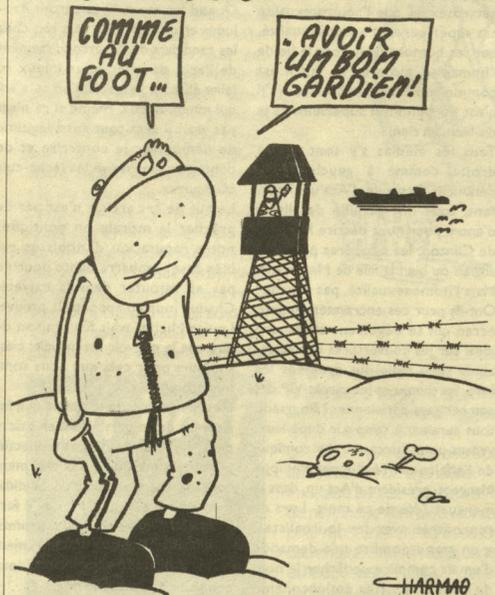
page 3

● Le marigot de l'Europe

page 8

Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web  
Radio libertaire, le Monde libertaire...  
<http://federation-anarchiste.org/>

## LA STRATÉGIE D'ARKAM



un chemin choisi dont il faut étudier les détours pour faire de la paix une construction solide. Même si cela semble dérisoire, nous n'avons pas d'autre solution que de proposer des alternatives globales à la société capitaliste. Ce n'est d'ailleurs pas plus dérisoire

ISSN 0026-9433 - N° 1159

M 2137 - 1159 - 10,00 F



FOP 2520

## Que veulent les Albanais?

Pour comprendre les revendications du peuple albanais, il faut avoir à l'esprit qu'il a été la principale dupe des règlements des guerres balkaniques et des deux guerres mondiales. À partir de 1912, un État albanais n'a été reconnu que sur une portion du territoire habité par des Albanais, semant ainsi les germes d'abcès nationalistes dans les États limitrophes. Les Albanais ont de nouveau été les grands oubliés de l'histoire lors de l'éclatement de la Yougoslavie, alors qu'un très dur régime d'apartheid se mettait en place à leur rencontre au Kosovo. Une crise grave ne pouvait que survenir. Les Albanais du Kosovo, sous l'impulsion d'Ibrahim Rugova, ont d'abord répondu à la violence de l'État serbe par une stratégie de « résistance non violente », concrétisée notamment par la proclamation symbolique d'une « République du Kosovo » en 1992. Cette stratégie supposait l'internationalisation du problème avec, à terme, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les puissances occidentales, seule capable d'ouvrir la porte à un règlement politique. En attendant la réaction des Albanais ont mis en place une société parallèle, prenant en charge tous les aspects de la vie sociale. La répression serbe a été immédiate, brutale et continue depuis lors. Le « réalisme » de Rugova s'avère en fait être une succession d'erreurs stratégiques.

Il a défendu l'idée d'une solution pour le seul Kosovo, pensant que ses frontières régionales pourraient être celles d'un État et sans tenir compte des Albanais de Macédoine. Surtout, il a fait le pari d'une intervention résolue des démocraties occidentales contre la Serbie, pensant qu'elles ne pour- ● ● ● page 8

## EDITORIAL

La guerre au Kosovo et en Serbie a envahi l'actualité. Qu'un tel événement fasse la une des médias paraît légitime, c'est en tout cas beaucoup plus pertinent que les dizaines d'heures de journaux télévisés consacrées aux pratiques sexuelles de Clinton!

Ce drame vécu par des centaines de milliers de personnes déplacées, massacrées, bombardées, ne doit pourtant pas occulter d'autres guerres qui ensanglantent toujours le globe même si elles ne bénéficient plus des feux de la rampe. Rappelons le car les médias l'oublent souvent: un mort est un mort, qu'il soit Africain ou Européen.

Démarrée l'été dernier, la guerre fait toujours rage en République démocratique du Congo. Opposant officiellement le régime de Kabila à une rébellion à dominante Tutsi, cette guerre met en réalité aux prises, par allés interposés, une petite dizaine d'États africains.

Ces dernières années, la région des Grands Lacs a déjà été le théâtre d'un génocide organisé contre les populations tutsi au Rwanda puis d'effroyables massacres contre les réfugiés Hutus au Congo, ex-Zaire, pendant la campagne militaire qui a permis à Kabila de s'emparer du pouvoir.

Une nouvelle page macabre avec ses défilés d'horreur est en train de s'écrire. De graves violations des droits de l'homme sont perpétrées tant par les forces gouvernementales que par celles de la rébellion.

Ainsi, le gouvernement de Kabila, considérant les rebelles Tutsis – ou supposés tels – comme « des virus, des moustiques, des ordures », se livrerait à leur rencontre à une politique de nettoyage ethnique, avec son cortège d'exécutions sommaires, de détentions arbitraires, de violences de tout ordre (y compris de nombreux viols, considérés comme des méthodes de guerre contre les femmes tutsi). Il convient d'ajouter l'enrôlement d'enfants, le gouvernement a lancé sur les ondes un appel invitant les jeunes à s'engager dès l'âge de douze ans. On rappelle en outre les bombardements aveugles de populations civiles.

Du côté des forces rebelles, les exactions ne sont pas moins graves. Ainsi des enfants ont été assassinés pour avoir refusé de s'engager dans leurs rangs. La rébellion a commis d'importants massacres: des charniers de plusieurs centaines de civils ont été découverts, des cadavres ont été mutilés et lacérés. Là aussi, on ne compte plus les cas de viols et de tortures.

Après le sinistre règne de Mobutu, l'avenir des Congolais ne semble pas, pour l'instant, leur réserver de jours meilleurs. Seul Roberto Garzon, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'Homme sans l'ex-Zaire, n'a pas peur du ridicule en affirmant voir un « signe d'espoir » dans la création par Kabila d'un « ministère des droits de l'homme ».

# Le bon roi Dagobert a mis sa culotte à l'envers

**C**ES DERNIÈRES SEMAINES, le petit monde politico-médiatique parisien s'est retrouvé sens dessus dessous à l'annonce par Act up de l'outing imminent d'un de nos honorables députés. Toute la presse s'est retrouvée unanime pour qualifier d'odieuse l'initiative d'Act up. Je souhaiterais apporter une note contradictoire sur la question, même si c'est un peu tard dans la mesure où Act up a renoncé à faire cet outing.

## Qu'est-ce que l'outing ?

Il s'agit de révéler publiquement l'homosexualité d'une personnalité. Cette pratique a été lancée dans les pays anglo-saxons - d'où son nom - et fait partie d'un ensemble d'attitudes visant à sortir l'homosexualité du secret malsain qui la cache à une société qui ne veut pas la voir. Le vocable fait explicitement référence au « placard » dans lequel se cachent les Gays et Lesbiennes. Il y a deux conceptions de l'outing; la première vise à rendre publique l'homosexualité de tous les homos pour les pousser à assumer publiquement leur identité afin de casser le tabou social et montrer de force à la société que les homos sont partout. Cette conception là n'est pas à l'ordre du jour en France à l'heure actuelle. La seconde pratique consiste à dévoiler l'homosexualité d'une personnalité qui par son action ou ses propos porte délibérément tort aux homosexuels. Un député votant contre une loi antidiscriminatoire est un exemple classique.

Il existe en fait une troisième forme d'outing qui bien qu'elle soit souvent tragique est souvent plus amusante; c'est l'outing involontaire. Ron Davies, ministre britannique des affaires galloises s'est fait détrousser alors qu'il se promenait nuitamment dans un lieu réputé pour être un rendez-vous de drague gay à Londres. Il s'est fait piquer sa bagnole, son portable, les clefs du bureau et son attaché-case avec son contenu très important et très officiel. Pour un bon père de famille, ça

peut faire tâche. Pathétique également ce prêtre catholique irlandais mort d'une crise cardiaque dans un sauna gay de Dublin quelques semaines seulement après la décriminalisation de l'homosexualité qu'avait farouchement combattue l'Église catholique. Cocasse le fait qu'un second prêtre ait été aussi sur place et ait pu lui rendre les derniers sacrements.

Mais, si l'outing fait directement référence à l'homosexualité et à l'hypocrisie qui l'entoure, le concept en soi revient à demander des comptes aux gens qui de leur double langage tirent un profit personnel. En l'occurrence, du pouvoir.

## Droit à l'information ou droit de « savoir » ?

Imaginons, un doux instant, qu'Arlette Laguiller achète des actions du Crédit Lyonnais, que Jean Paul II soit piégé dans un salon de massage thaïlandais, que Claire Fontana se fasse avorter clandestinement en Hollande ou que le Grand Rabin se fasse photographier un samedi midi à la terrasse de chez Mac Do, en train de s'enfiler un Big Bacon alors qu'il s'est décommandé à l'office du matin en se disant grippé. Trouveriez-vous « fasciste » que l'on vous en informe en invoquant leur vie privée ? Oh que non !

Mais ces exemples sont purement fictifs, bien entendu. En revanche, lorsque le Cardinal Daniélou meurt à Paris en 1974 au domicile d'une prostituée, la hiérarchie catholique a eu beau expliquer qu'il lui rendait visite « pour la confesser », tout le monde a bien compris que le cardinal était mort au bordel. Où s'arrête l'information ? À l'annonce de sa mort ou à ses circonstances ? Si c'est un ouvrier lambda, il n'y a pas d'information, si c'est quelqu'un de connu, l'information devrait s'arrêter à l'annonce de sa disparition.

S'agissant d'un homme qui a fait profession de pontifier toute sa vie sur le bien et le mal et sur la sexualité des autres, la partie salace devient tout à fait prépondérante au point même que le décès devient

secondaire car même sans en mourir, le seul fait qu'il ait eu des rapports sexuels rémunérés le disqualifie pour toujours de tout discours. Pourtant, il s'agit bel et bien d'une intrusion dans sa vie privée.

Pour ce qui est de l'affaire qui fait grand bruit en ce moment, il semble qu'il y ait une méprise de taille quant à la nature du problème. Il ne s'agissait pas de dénoncer l'homosexualité d'un homme. Il s'agissait de dénoncer le fait qu'un homme a participé à la manifestation nationale contre le PACS.

La campagne contre le PACS est axée sur l'idée que la famille (entendu les couples mariés et leurs enfants) est le pivot sans lequel la société s'effondre, il n'y a plus de respect pour les parents, l'autorité en général, et, partant, pour les patrons, les matons et nos dirigeants. Car tout est lié, le respect ça s'apprend tôt et les valeurs sont éternelles.

Nous vivons dans un système capitaliste régit, en ce moment, par la démocratie. La démocratie, c'est l'art de faire participer les citoyens lambda à la délégation de pouvoir aveugle. Pour se faire déléguer une part de pouvoir, il faut séduire la moitié plus une des personnes d'une circonscription donnée qui veulent bien aller voter. Pour ce faire, tous les moyens semblent bons.

Pour être clair, les politiciens qui ne correspondent pas au format type de ce qu'ils croient être le candidat idéal, s'inventent un passé et un présent totalement fictifs. Ils mentent par omission ou par construction dans le but de rassembler des votes et devenir chefs. Chefs qui décideront ensuite du temps de prison dont écoperont les gens qui mentent à la police, par exemple.

## Mensonge

Et c'est bien cette histoire de mensonge qui me gêne. On peut choisir de garder pour soi sa vie privée quelle que soit sa nature. Arlette Laguiller a toujours rembaré les journalistes qui tentaient de l'interroger sur son célibat. Cohn-Bendit revendique, lui, de prendre du temps pour partager avec sa femme l'éducation de leur même. C'est leur choix. On peut leur reprocher ce qu'on veut mais pas de se fabriquer une vie inventée de bout en bout par des conseillers en communication. On peut aussi être bisexuel, marié, père ou mère de famille et avoir besoin ou envie d'aventures extra-conjugales. Il ne s'agit pas de clouer au pilori les bisexuels. Par contre, l'homosexualité camouflée par une hétérosexualité feinte ne rentre pas dans ma définition de la bisexualité. C'est du mensonge, de l'escroquerie, de la malhonnêteté.

Mais c'est plutôt une histoire entre

leur famille et eux. Quand pour mieux se rendre insoupçonnable d'homosexualité quelqu'un se met à crier à tue tête tout le mal qu'il pense des pédés, sa vie privée devient de facto sujet public. Quand on veut être plus royaliste que le roi, il faut savoir porter sa couronne.

Un homme, donc, s'est retrouvé dans une manifestation contre le PACS. C'est son plus grand droit. Cet homme est un élu de droite, grand bien lui fasse. Dans cette manifestation, un certain nombre de slogans plus homophobes qu'anti PACS ont été formulés. « Les pédés au bûcher », « Pas de neveux pour les tantouzes », entre autres. On a le droit d'être homosexuel et de militer contre le PACS. Mais il faut savoir choisir ses slogans et ses fréquentations.

Ça n'est pas tant que je souhaiterais savoir qui est ce salaud, mais j'aimerais savoir si il s'est présenté à ses électeurs avec portrait de famille et tout le brindzingue. Parce qu'il y a peut-être publicité mensongère. C'est incroyable ce que des gens peuvent faire pour se faire élire à un poste de pouvoir. Ils vendraient père et mère à des communistes si ça se trouve.

## Hypocrisie

Ça n'est pas son homosexualité en soi qui m'intéresse, c'est son mensonge. Ce qui m'intéresse, c'est qu'un type, dans le seul but de vouloir nous gouverner, ME gouverner, soit prêt à dire en public qu'il est hétérosexuel, que l'hétérosexualité est supérieure à l'homosexualité, que les homosexuels sont la lie de l'humanité, alors qu'en fait il est comme moi homosexuel et qu'il n'est en rien mon supérieur. Et je dis bien, en rien.

Tous les médias s'y sont mis, à droite comme à gauche pour dénoncer l'attitude d'Act up. Pourtant, tous ont gaspillé des litres d'encre pour nous décrire les pipes de Clinton, les adultères princières anglais ou bien la fille de Mitterrand. Mais l'homosexualité, pas touche ! Ont-ils peur ces encravatés du petit écran qui se déguisent en genre idéal sur les couvertures des magazines télé, mais qui écumant les bars, les saunas et les carrés VIP des soirées gays parisiennes ? Pourtant, tous auraient à coup sûr dopé leurs ventes pour l'occasion. Le comique de l'affaire est révélé par Philippe Mangeot, président d'Act up, dans le mensuel *Têtu* de ce mois. Lors de rencontres avec les journalistes, « un grand nombre m'a demandé d'un air complice de lâcher le nom du député. [...] ils étaient même prêts à décliner une liste de person-

nalités supposées homosexuelles qui avaient participé à la manifestation. Nous avons aujourd'hui la liste de quinze personnalités publiques balancées par des journalistes scandalisés par nos pratiques ».

Moi, je retiens surtout de cette polémique qu'il y a une fois de plus deux poids et deux mesures dans les degrés de l'indignation officielle. Ni la Ligue des droits de l'homme, ni la presse de gauche, ni l'épiscopat, ni le gouvernement, ni personne ne s'est scandalisé que des députés, lors des débats sur le PACS, aient parlé de faire signer les pactes chez les vétérinaires, alors que pareil rapprochement sur la régularisation des sans-papiers, aurait allumé de grands feux dans la plaine. Du moins je l'espère...

Il en est des discriminations comme des massacres de peuples; il y a ce qui émeut et ce qui n'émeut point ou ce qui émeut moins. Pour être intégré dans une société, il faut sortir des ghettos, il faut être vu et reconnu. En bref, faire partie du paysage. Se cacher dans les soirées mondaines quand on est un bourgeois ou dans les rues sombres quand on est un prolo ne fera jamais rien avancer. La soi-disant communauté homosexuelle est bel et bien traversée par les conflits d'intérêts de la guerre de classe. Les politiciens lobbyistes des associations gays sociales démocrates qui se sont offusqués sont-ils des Oncles Tom ou bien ont ils conscience d'appartenir à la classe des gouvernants qui n'ont de compte à rendre qu'à leurs banquiers ?

Quand les mentalités auront évoluées et qu'il sera de bon ton chez les candidats du IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de crier pour mieux se faire élire: « j'en suis, j'en suis » à qui mieux-mieux, même si ça n'est pas vrai; il sera tout aussi légitime de démontrer le contraire et de dénoncer sans trêve les lèche-culs obsequieux.

Le but de cet article n'est pas de prêcher la morale en politique; notre réputation d'utopistes est bien assez embarrassante pour ne pas en rajouter dans la naïveté. Chaque jour en apporte la preuve, Louise Michel avait bien raison de dire que le pouvoir est maudit; c'est toujours pour cela que nous sommes anarchistes.

Il est peut-être grand temps que les citoyens de ce pays aillent en masse dans leurs commissariats respectifs porter plainte pour publicité mensongère, chaque fois qu'un candidat mentira sur son profil ou qu'il fera autre chose que ce qu'il a promis. Puisque ces gens là aiment tellement la loi, qu'ils en aient pour leur comptant. Qu'on se le dise.

Vincent Tixier (30)

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08  
Fax: 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....

Code postal ..... Ville .....  
Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire   
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration?  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication: André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1997  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

## Souscription Monde libertaire

Mars 1999: Mata: 150 F; Groupe F.A. de Rouen: 140 F; Guillou Y: 100 F; Jule: 90 F; Touillet, Schiphorst B, Prévost, Pettitdidier P, Calet F, Richard H, Tertrais J-P, Arrigoni E, Badaroux, Chaumont, Dupin, Gallerand, Lewandowski, Kemoun, Hemart F, Sarboni E, Prele D, Wagner P, Joly, Leveille H, Monet B, Guymar S, Thriot, Randon: 50 F.  
Total = 1545 F.

# Dessous-de-table, trafics d'influence, commissions occultes... Corruption et pouvoir politique

LES EXPLOITS FRAUDEUX DE l'ex-maire de Paris, aujourd'hui protégé par de plus hautes fonctions, et plus encore l'affaire Dumas, alimentée par une « putain de la République » avide de confidences et relayée par des médias ravis de l'aubaine, a remis à la une de l'actualité la question de la corruption en matière politique, et notamment aux niveaux les plus élevés de l'institution républicaine. Cette dernière affaire, même si elle se distingue nettement de quelques autres par la personnalité du principal intéressé, par l'importance considérable des sommes évoquées, par ce côté vau-deville que ne déteste pas une opinion publique mise en joie par l'étalement de secrets d'alcôve, n'est pas la première à salir la famille socialiste. Laissons encore une fois à leur incorrigible naïveté les gogos qui, la rose au poing et la bouillie dans le cerveau, avaient cru la gauche capable de mettre fin aux inévitables dérives vénales qui, depuis la nuit des temps, touchent l'exercice du pouvoir. Avant cette affaire, en effet, quelques petits ou gros poissons du P.S., quelques « bureaux d'étude » aussi, avaient offert leur nom à une actualité qui nous rappelle régulièrement que la fonction fait le corrompu, et l'argent douteux la joie des trésoriers des partis politiques « responsables ».

On aura remarqué d'ailleurs, sur cette affaire en cours, que l'opposition parlementaire, par définition si prompt aux querelles et chamaille-ries de toutes sortes avec ses adversaires, aura conservé sur le sujet un silence prudent, interrompu seulement par quelques timides demandes de démission, formulées comme à regret. Pour autant, les actuels scandales autour des locataires de l'Élysée et du Conseil constitutionnel, qui s'équilibrent et s'évanouissent dans une discrétion mafieuse partagée, ne ferons pas oublier les Michel Noir et les Carignon, les « avions renifleurs », les diamants de Bokassa, les prouesses multiples du pouvoir giscardien en la matière et, avant lui,

des périodes pompidolienne et gaulliste tout aussi fournies en affaires sordides ayant fait le bonheur du Canard enchaîné.

## Tous pourris

Cette constatation que la corruption accompagne inévitablement tout pouvoir politique, ignorant superbement les frontières de clans, de partis et de convictions, pourrait amener assez facilement ses adversaires résolus à verser dans un confortable et apparemment indiscutable « tous pourris ». Les anarchistes ne sauraient toutefois céder à cette tentation commode, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord parce qu'il n'est pas vrai, dans ce fameux « Tous pourris » que tous le soient, précisément, et les globalisations hâtives, les généralisations toujours réductrices, ne

devraient jamais figurer parmi l'arsenal des moyens mis à disposition pour dénoncer et convaincre.

Ensuite, parce qu'il ne faut pas oublier, sans être stupidement obsédé par un danger fasciste plus fantasmagique que réel, que l'antiparlementarisme haineux et le désir d'en finir avec la république honnie, « cette vieille putain agonisante, cette garce vérolée », comme l'écrivait le nazifié Brasillach, ont amené l'extrême droite, depuis toujours, à pousser ce cri, jusqu'à en faire l'un des points forts de sa propagande populiste la plus vulgaire. Force est donc de prendre quelques précautions avant d'entonner ce refrain qui transforme la représentation politique en autant de « vendus » qu'il y a d'élus. Et cela même si l'on sait que cette extrême droite a eu beau jeu de se présenter en grand prix de vertu dans la mesure où elle est res-

tée longtemps à l'écart des lieux de pouvoir, et même si elle a démontré depuis, aussitôt confrontée à la gestion municipale, que son « mains propres et tête haute » n'était qu'un slogan électoral parmi d'autres, vide de sens et mensonger.

## Tous intègres

Enfin et surtout parce que l'analyse du pouvoir, avec la condamnation irrévocable de son exercice, de sa conquête établie de manière fort argumentée par les théoriciens anarchistes dans la seconde moitié du siècle dernier, et complétée ensuite par nombre de leurs successeurs, ne s'est jamais fondée sur les dérives corruptrices qu'il entraîne nécessairement, mais sur sa nature profonde. Tous ces penseurs libertaires ont assez mis en lumière ce qu'avait de fondamentalement nocif la délégation et la représentation politiques dans tout système où l'inégalité sociale et économique prédomine, au point d'ailleurs que le maintien de cette inégalité demeure invariablement le premier souci de cette représentation politique, « légitime » ou non.

Or donc, quand bien même les postes de décision, des plus modestes aux plus importants, seraient confiés à des représentants vertueux, des incorruptibles, cela n'enlèverait rien à la pertinence de l'analyse libertaire du pouvoir, absolument parasitaire, en tous points nocif, ni des inégalités entre individus et groupes sociaux, et cela, par essence et non parce que certains profiteurs se remplissent les poches grâce aux fonctions qu'ils occupent. C'est dire que la formule « le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument », si elle reste en grande partie avérée et agréable à entendre, n'en constitue pas pour autant l'idée centrale de la critique anarchiste dudit pouvoir. Sauf à en-

tendre l'acceptation du terme « corruption » à l'avalissement même des idées de liberté, d'égalité et d'entraide dès lors que le devenir de ces notions reste l'affaire, d'une autorité quelconque.

Bien davantage que la chasse à l'homme corrompu, même s'il faut dénoncer vigoureusement le dilapidage de l'argent public et l'amoralité des Saint-Just autoproclamés, c'est évidemment sur cette nocivité fondamentale du pouvoir politique, même « propre », que doivent porter notre propos et nos coups.

C'est en cela aussi que notre discours se distingue nettement, s'il en était besoin, de celui tenu par les actuels tenants d'une radicalité de façade, situés, avec Bourdieu, « à gauche de la gauche » et dans un « utopisme réaliste », ces grandes consciences qui ne cessent de mettre l'accent sur une « morale citoyenne » indispensable au personnel politique, afin de rallier les mécontents à une économie de marché moins agressive, attentive aux problèmes des plus démunis, acceptable car enfin débarrassée des profiteurs véreux et des requins les plus gourmands. Une propagande qui ne pourra jamais être la nôtre, car elle tend à convaincre qu'une inégalité économique et sociale « douce », nouvel objectif « raisonnable » des radicaux assagis, pour enfin trouver sa légitimité pour peu qu'elle soit incarnée par des hommes intègres.

Un pouvoir propre dans une économie de marché moralisée n'est en rien notre credo. Si l'on veut de la morale, on ne la trouvera pas là où règne l'inégalité, si minime soit-elle, à supposer même qu'elle soit préservée de la corruption. Liberté et égalité exigent, en revanche, un permanent recours à la morale, qui les enrichit à son tour. Pas le pouvoir. Jamais.

Hélène Roman



## En bref

■ Les 20, 21 et 22 août 1999 aura lieu à Peruwelz (Belgique) le festival libertaire Arts en Libertés. Il recherche des troupes de théâtre et de chansons française ou jazz - de mouvance ou de périphérie libertaire (contact pour modalités à l'adresse Email Laurentart324bis@village.uuinet.be ou 0032.69.77.34.07 (tél+répondeur+Fax).

■ Le numéro d'avril du journal Alternative Libertaire est disponible à la librairie du Monde libertaire et par correspondance (20 FF l'exemplaire, 150 FF pour les lecteurs du ML, chèques à l'ordre de Roger Noël) à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique. Au sommaire : L'actualité vu de Flandre ; Chômeur pas chien ! ; Pour une Europe ouverte et

solidaire ; Les femmes en noir de Bruxelles ; Reconstruire l'alternative ; Monsanto et les OGM ; L'écologie sociale dans la cité ; La sexualité, un enjeu collectif ; A propos de la prison (suite) ; Le Théâtre de l'Opprimé à Londres ; Les feuillets de la Liaison Antiprohibitiviste.

■ Un groupe F.A. vient de se constituer à Sarrebourg (groupe Voline-Ne plus subir). Pour le contacter : c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

■ Une librairie anarchiste à Montpellier ? Une souscription est lancée : chèques (ou prélèvement automatique) à l'ordre du C.D.P.L. à adresser à l'Antre anar, 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier.

## Faits d'hiver No comment !

Le 29 mars 1999, le ministre de l'Économie du Royaume-Uni a présenté un rapport « explosif » réalisé par le très sérieux Trésor britannique.

Dans ce rapport, on y apprend, en effet, que 14 millions de sujets de « sa très gracieuse majesté » (soit un cinquième de la population) peuvent être considérés (selon les critères officiels qui n'ont jamais fait dans le misérabilisme) comme pauvres. Qu'en vingt ans le nombre des ménages où personne n'a un emploi fixe a doublé. Et que 40 % des enfants de Grande-Bretagne naissent dans la pauvreté sans espoir aucun d'une amélioration à venir quelconque.

Toujours le 29 mars 1999, la Joseph Rowntree Fondation, une fondation privée, a publié sur le même sujet une étude dont les conclusions recourent celles du rapport officiel et montre comment la pauvreté se reproduit de génération en génération, « les enfants nés dans des familles pauvres apprenant à être pauvres et ayant des aspirations réduites que ce soit pour les études, les emplois, les loisirs ou la consommation... »

Confronté à ce qui s'appelle un désastre social, le camarade Tony Blair, dont il paraîtrait qu'il serait travailleur et donc quasiment de gauche et presque socialiste, s'est engagé à essayer de mettre fin à la misère des enfants de son pays... sur vingt ans.

Encore le 29 mars 1999, la bourse de Londres était une fois de plus à la hausse. De 1,85 % très exactement.

No comment !

Jean-Marc Raynaud

# Consommation et réduction des salaires

## Les sales solutions du capitalisme

LE CAPITALISME EST SOUVENT présenté, y compris et surtout dans les publications de gauche, voire radicale, comme le *Monde Diplomatique*, comme étant doté d'une force inébranlable qui lui permet de traverser les temps, en s'adaptant à tout et en s'imposant à tous. Il est aussi présenté dans nombre d'analyses comme le deus ex machina. Du coup, les analyses critiques sont minorées, relativisées ou intégrées dans son long développement. Ou alors, elles sont raillées comme c'est le cas de la baisse tendancielle du taux de profit de Marx. Cette analyse, promue au rang de loi du fait de sa scientificité, prévoyait l'autodestruction du capitalisme à moyen terme.

Les décennies sont alors prises comme étant autant de preuves de l'inanité de cette obscure trouvaille par les libéraux et les politiciens attachés à la perpétuation de la domination capitaliste. D'autres politiciens, dits révolutionnaires cette fois-ci, y ont vu l'inévitabilité de la victoire finale sur le capitalisme, qui permettrait d'être de bons socio-démocrates en attendant ou de se désintéresser des conditions pratiques de la chute du capitalisme. C'est bien cela qui unit, au fond, ces deux visions: le mépris de l'analyse historique à laquelle est substituée une analyse dogmatique, à l'antipode de ce qu'enseigne justement Marx.

Il est pourtant possible de se servir de cette analyse, non pas tant pour la vé-

fier en tant que loi, mais pour saisir à quel point le capitalisme, pour assurer la durée, doit continuellement contourner les obstacles de la baisse tendancielle du taux de profit. Ainsi, les stratégies capitalistes mises en œuvre visent à résoudre les contradictions que révèle cette loi.

Rappelons donc ce qu'est la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

### Un objectif: le profit

En fait, depuis les débuts, le capitalisme n'a utilisé que deux stratégies lui permettant de subsister: la consommation de masse et la baisse des salaires. En gros, devant l'insuffisance des taux de profit, il est possible de mettre en œuvre deux stratégies:

1. Vendre plus afin de compenser la baisse du profit par unité vendue par la multiplication de ces unités. Moins de profit sur chaque voiture mais plus de voitures vendues! Ceci implique de produire plus, ce qui exige un relèvement de la productivité, et surtout de mettre en place les conditions d'une consommation de masse. C'est en fait la solution fordiste telle qu'elle a été appliquée à partir des années 30 à partir des États-Unis. Ce qui est alors en jeu, c'est l'extension continue de la sphère marchande. Celle-ci peut se faire soit par l'apparition de nouveaux biens, d'où la gadgétisation de notre société, soit par l'extension de la consommation dans de nouveaux espaces sociaux, la démocratisation de la consommation,

ou géographique, d'où le rôle du colonialisme et de l'impérialisme dans le capitalisme.

Le capitalisme a même accepté la voie de la socialisation pour un nombre de biens important, telle que la santé, l'éducation, les infrastructures, de façon à stabiliser une consommation minimale nécessaire à l'expansion du système et au contournement de la baisse tendancielle des taux de profit.

2. Rétablir les profits en baissant les salaires ou en augmentant la productivité, ce qui revient au même. C'est la solution de l'extension du surtravail grâce à la flexibilité et à la précarité de la condition salariale. D'où l'usage du taylorisme, du fordisme ou plus dernièrement du chômage de masse qui servent à entretenir cet objectif. Il est en effet possible de réduire les salaires, soit directement (en augmentant les salaires moins que la productivité ce qui fait que les richesses de l'entreprise s'accroissent plus vite que les revenus de ceux qui les produisent), soit indirectement en réduisant les effectifs (ce qui diminue la masse des salaires versés par l'entreprise). L'extension du surtravail a été telle depuis cent ans qu'il a même été possible de distribuer des miettes qui ont amélioré significativement le niveau de vie des travailleurs.

Nous voyons bien que les deux solutions sont en partie contradictoires. L'extension de la sphère marchande a été le côté positif et intégrateur du capitalisme, voire même le lieu de l'expres-

sion de la liberté donnée par le système (même si cette liberté s'avère illusoire) alors que l'extension du surtravail a toujours été le côté négatif du capitalisme (la preuve c'est que même les cathos et les socio-démocrates peuvent le dire!) et le lieu de l'autorité et de la soumission. Soumission douce d'un côté, renforcée par l'emprise médiatique, soumission dure de l'autre sont les deux faces du capitalisme.

### Mondialisation et régression sociale

Là où il y a contradiction, c'est que l'extension continue de la sphère marchande commande de permettre un niveau de salaire et de vie compatible avec cet objectif alors que l'extension du surtravail commande de rogner le plus possible sur ces salaires et ce niveau de vie. Une des façons de sortir de cette contradiction est de connaître des gains de productivité supérieurs à la croissance des salaires, ce qui permet de satisfaire aux deux objectifs simultanément: ça a été l'avantage exceptionnel de la période des trente glorieuses et du fordisme que d'offrir cela. Sinon, quand cela n'est plus possible, il reste à diviser la population en faisant porter la charge du surtravail sur des catégories particulières (immigrés, jeunes, femmes...) tandis que l'accès à la sphère marchande est réservé à d'autres catégories appelées moyennes. C'est le modèle de la dualisation sociale telle qu'on le connaît de plus en plus.

En terme de périodisation historique, chaque solution pour contourner la baisse tendancielle des taux de profit a été privilégiée à certaines époques: le XIX<sup>e</sup> siècle serait celui où la stratégie de la réduction des salaires a joué à plein tandis que le XX<sup>e</sup> est plutôt celui où l'extension de la marchandise a joué. Puis, depuis une vingtaine d'années, à la faveur de ce qu'on appelle la crise, c'est bien le modèle de la réduction des salaires qui revient puisque l'extension de la marchandise connaît des limites. D'où la régression sociale actuelle organisée autour du travail et du chômage. Aujourd'hui, le seul espoir pour le capitalisme d'étendre la marchandise, pour revenir à la première stratégie, est d'étendre géographiquement la sphère de la marchandise et cette stratégie a un nom: c'est la mondialisation.

C'est pour cela que la réduction des salaires, grâce à un chômage de masse et à la précarité, et la mondialisation sont les deux faits marquants de cette fin de siècle.

Il n'y a peut-être rien de nouveau dans la façon dont le capitalisme tente de se tirer d'affaire mais cela empêche au moins de dire qu'il serait surpuissant. Il connaît des obstacles immenses dont il ne faut cependant pas attendre qu'ils l'abattent seuls. A nous d'y prêter la main en faisant une analyse juste de la situation et en proposant des mesures qui soient de vrais obstacles au capitalisme.

Most

## Nouvelle législation du travail en Grande-Bretagne

# Blair roule pour les patrons

PENDANT LES VINGT ANNÉES DE REGNE CONSERVATEUR, bien des formes d'actions syndicales ont été rendues illégales. Les syndicats et les travailleurs qui essaient de mener des actions se retrouvaient en justice et condamnés à une amende. Les syndicats ont perdu la plupart des droits légaux limités qu'ils avaient obtenus et des centaines de milliers de travailleurs ont perdu tout droit de mener leur employeur devant les prud'hommes lors d'un licenciement abusif.

Depuis que le Labour, le parti travailliste, a été élu en mai 1997, les syndicats, qui fournissent la masse des fonds du Parti, attendaient impatientement les propositions gouvernementales sur la réforme de la législation du travail. Elles sont maintenant publiées.

Les leaders syndicaux, attentifs à ne pas faire chavirer le navire, ont essayé de cacher leur amère déception. John Monks, secrétaire général du Trade Unions Congress (Confédération des syndicats britanniques) a déclaré que la nouvelle législation « n'allait pas aussi loin que les syndicats auraient souhaité », le leader du TGWU (syndicat des transports et des travailleurs confédérés), Bill Morris (qui s'est déjà illustré en lâchant les dockers de Liverpool - voir les déclarations de nos camarades dockers et le film de Ken Loach), déclarait que cela « représentait une occasion manquée » quand le dirigeant du syndicat des services publics UNISON, Rodney Bickers-taffe, exprimait sa « déception que le gouvernement penche plus en faveur du point de vue patronal » dans sa nouvelle législation. Cela exprimait une évidence de façon bien modérée. Tony Blair, lui, s'est vanté que, lorsque le projet de loi pour l'équité au travail aura force de loi, les travailleurs britanniques auront toujours un niveau plus faible de protection légale qu'aucun autre pays de l'Union européenne.

La nouvelle législation du Parti travailliste implique, par exemple, que des travailleurs n'auront toujours pas le droit d'aller en justice pour licenciement abusif, non pas parce qu'ils n'auront pas subi un traitement injuste de leur employeur mais simplement parce qu'ils auront travaillé moins de douze mois

pour lui. La protection du salarié ne commencera qu'au bout d'un an de travail dans un emploi. Comme l'a dit John Edmonds, secrétaire général du syndicat GMB « tout salarié devrait obtenir les droits relatifs à l'emploi dès la première minute du premier jour ».

Même si vous êtes capables de poursuivre votre employeur aux prud'hommes pour licenciement abusif il compensation maximale que vous recevrez pour avoir perdu votre emploi sera de 50 000 £ (450 000 F) et vous ne pourrez en aucune façon réintégrer votre emploi si votre patron est déclaré coupable de vous avoir injustement licencié.

### Une loi contre le syndicalisme

Cette loi donne la possibilité aux syndicats d'essayer d'obtenir leur reconnaissance des employeurs mais seulement s'ils représentent déjà 10%, en adhérents, de la main d'œuvre (pas facile quand les employeurs sont hostiles) et obtiennent 40% des voix de tous ceux qui peuvent voter (pas simplement la majorité de ceux qui, dans les faits, ont voté). Aucun gouvernement (en incluant celui de Blair) n'a jamais été élu sur cette base. Les entreprises de moins de 20 salariés, qui souvent ont les relations les plus difficiles avec les patrons sont exemptées de la loi, ce qui signifie pour les syndicats aucun droit de représenter les salariés. Le projet de loi permet aussi d'entamer des procédures de dé-reconnaissance des syndicats (quand par exemple la taille d'une entreprise descend en dessous des 21 salariés)! Aussi, au lieu d'accroître la syndicalisation elle peut dans les faits la faire fondre.

Les travailleurs qui voudront entamer des actions syndicales devront toujours faire face à des obstacles légaux très importants. Blair a déclaré que « le temps des grèves sans vote, des piquets de grèves, du monopole d'embauche, et des grèves de soutien est terminé ».

Derrière les leaders syndicaux qui essaient d'avoir bonne contenance la réalité est la suivante, le gouvernement écoute le patronat plutôt que les syndicats. Des personnalités du

milieu des affaires comme Lord Sainsbury ont des postes gouvernementaux ou dirigent des commissions.

### Blair main dans la main avec le capital

L'histoire d'amour du Parti travailliste avec les milieux d'affaires et l'entreprise, malgré tout, n'est pas partagée par l'opinion publique britannique. Fin février, le *Financial Times* faisait état des résultats d'un sondage d'opinion sur l'attitude des gens envers le monde des affaires sous ce titre: « Un sondage du MORI (*Market and opinion Research institute*) indique une impopularité grandissante de la loi du profit ». L'approbation du monde des affaires est à son plus bas dans ces sondages depuis trente ans qu'ils existent. Seulement 25% des gens pensent que les profits des grandes compagnies britanniques permettent d'améliorer la situation de ceux qui achètent leurs produits et leurs services! En 1980, 56% le pensaient. Le *Financial Times* rapporte qu'« il apparaît n'y avoir eu aucune amélioration [dans la popularité des milieux d'affaires] dans les mois suivant le retour au pouvoir du Parti travailliste grâce à Tony Blair ».

Les Britanniques comprennent que les milieux d'affaires ne sont pas préoccupés par le bien être social et écologique mais juste par les profits. Les « réformes » syndicales des travaillistes vont assurer les arrières des compagnies en continuant à refuser aux travailleurs les droits et protections élémentaires. Bien sûr rien de tout cela n'est surprenant, pour les anarchistes. Que l'État soutienne les intérêts des milieux d'affaires plutôt que ceux des travailleurs et de leurs représentants était à prévoir. Que les syndicats donnent des millions au Parti travailliste n'a pas d'incidence. Ce dernier a promis de vraies réformes et non une resucée des réformes de Thatcher: ce que les syndicats ont finalement obtenu. Les anarchistes savent que nous ne pouvons pas nous reposer sur les lois, l'État, les partis politiques et les syndicats réformistes pour améliorer les choses. Le vrai changement se trouve ailleurs.

Freedom

# Louis Lecoin, libertaire et pacifiste

*Aussi mon refus de me laisser militariser doit être interprété non pas comme l'acte honorable d'un disciple de Tolstoï, mais comme celui d'un anarchiste qui, n'ayant pu œuvrer autrement selon la logique de ses convictions, souffre de son impuissance à envoyer les fléaux qui l'émeuvent et l'indignent.*

*Extrait de Louis Lecoin au Tribunal militaire en 1917 (Publié dans La Rue, revue culturelle et d'expression anarchiste n° 11, 3<sup>e</sup> trimestre 1971, éditée par le groupe libertaire Louise Michel).*

IL EST UTILE DE RAPPELER À CEUX QUI LES ONT VÉCUS OU DE LE FAIRE CONNAÎTRE À CEUX QUI N'APPRENNENT LES ÉVÉNEMENTS QUI ONT EU LIEU À UNE PÉRIODE DONNÉE; LEURS CAUSES ET LES ACTEURS QUI ONT INFLUENCÉ LE COURS DE CES ÉVÉNEMENTS OU QUI LES ONT INFLUENCÉ LE COURS DE CES ÉVÉNEMENTS OU QUI LES ONT DÉCLANCHÉS. Louis Lecoin a été le moteur de mémorables actions pour sauver Sacco et Vanzetti de la mort, pour faire libérer Ascaso, Durruti et Jover; pour que Makhno ne soit pas expulsé. Animateur du Comité pour l'Espagne libre en 1936; il devint avec Nicolas Faucier responsable de la S.I.A. (Solidarité internationale antifasciste) lorsque cette organisation remplaça le Comité pour l'Espagne libre.

En 1939, il édite le tract Paix immédiate à 100 000 exemplaires. Toutes ces actions lui coûtèrent douze années de prison.

Il a été admis au Syndicat des correcteurs, affilié à la Fédération française des travailleurs du livre CGT, en 1928; il fut membre du comité syndical en 1932, délégué du syndicat au congrès confédérés en 1931, 1933, 1935. Il fit partie, après la scission syndicale, de la commission administrative de la CGTU.

De 1948 à 1954 il dirigea la revue *Défense de l'homme* qu'il avait fondée, et, en 1956, il entama le combat pour l'obtention d'un statut reconnaissant l'obtention de conscience. Il ne peut se mettre d'accord avec la Fédération anarchiste pour que *le Monde libertaire*, qu'il avait aidé à devenir hebdomadaire, participe à la lutte pour les objecteurs, il fonde, début 1958, son propre hebdo: *Liberté*, qui sera le fer de lance de sa campagne.

Presque tous les objecteurs de conscience alors emprisonnés étaient des Témoins de Jehovah, ce qui faisait grincer les dents de plus d'un compagnon! Lecoin répondit aux critiques dans le numéro 7 de *Liberté*, daté du 28 février 1958: « Entre des chrétiens sincères et des anarchistes, la différence, au fond, est-elle si importante? Elle est plus insignifiante qu'on se l'imagine, elle n'existe même plus pour ainsi dire entre un athée et un croyant tous deux objecteurs de conscience, car allez donc – dans des temps où la paix est troublée – les différencier lorsqu'ils communient dans la même haine de la guerre. Voilà pourquoi, moi anticlérical farouche, moi vieil anarchiste impénitent, j'ai pris l'initiative de cette campagne pour les objecteurs avec le même enthousiasme que s'il se fut agi de défendre des membres de ma famille philosophique. Et les quelques lecteurs qui me reprochent la tolérance qui me permit de rassembler dans notre Comité de patronage des irréligieux et de religieux ont tort. »

La question est débattue aussi dans le *Monde libertaire*: il y a les *pour* et les *contre*. Mais, en juin 1962, lorsque Lecoin entame à soixante-quatorze ans sa grève de la faim pour obtenir le vote du statut, la Fédération anarchiste lui apporte son soutien. De son côté, Lecoin préside le meeting qui se tient après le plastiquage par l'OAS du local de la Fédération, rue Ternaux. Il déclare: « la famille anarchiste n'est pas si nombreuse que nous puissions la laisser décevoir, mutiler, et ce soir nous avons le devoir de prendre entre nous un engagement formel: celui d'être étroitement solidaire les uns des autres. » *Liberté* envoie une importante somme d'argent pour la reconstruction de la librairie.

Plusieurs membres de la Fédération anarchiste participent, aux côtés de Lecoin, à la grève de la faim qu'il avait entreprise, dangereuse pour un homme de son âge; il est probable que la détérioration de son état de santé qui s'ensuivit fut causé par cette action difficile.

Maurice Joyeux écrit dans *le Monde libertaire* numéro 62 de juillet-août-septembre 1962: « Notre vieux camarade se remet doucement de son épreuve qu'on veut souhaiter la dernière. Je n'ai pas toujours été d'accord avec Lecoin, j'en suis plus à l'aise pour dire simplement

que sa personnalité, son courage, sa bonté, mais surtout son ardeur dans la lutte dominant trois générations de militants libertaires. Lecoin est le résultat d'une étonnante réussite de la nature qui permet à un cœur qui aura éternellement vingt ans de battre dans une carcasse usée par soixante ans de lutte. Lecoin a réussi! Qui donc a prétendu que le courage ne payait pas? »

Louis Lecoin avait réussi, en effet. Après bien des attermolements, des perfidies des hommes politiques, après la menace de Lecoin de reprendre sa grève de la faim si le statut n'était pas enfin voté, le Journal officiel de la République française publiait dans son numéro 11456 du 22 décembre 1963 la loi numéro 63 du 21 décembre 1963 « relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement ». Plus simplement dit: le statut de l'objection de conscience. Imparfait, certes, mais amendable, et qui le fut.

Alors que « nul n'est censé ignorer la loi », celle-ci était interdite de diffusion. Ce sont les anarchistes qui se chargèrent, les premiers, de la faire connaître. Ainsi, une feuille intitulée *Fais pas le zonave*, « journal antimilitariste unique et gratuit, à distribuer, à commenter, à afficher », publiée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste, donnait les douze articles de la loi d'État. Dans un encadré, le journal disait: « Des anar distribuant un texte de loi, c'est rigolo! Mais c'est le statut des objecteurs de conscience. La loi anti-loi militaire... »



Dans un autre encadré intitulé: 500 ans avant J.-C., 2500 ans avant Mao, un beau poème:

*Les yeux des enfants sont comme une pluie d'or, dans leurs mains s'échauffe la coupe de vin. Je veux m'étendre sous les arbres pour dormir et ne plus jamais être soldat.*

*Le Soldat fatigué*, chant populaire chinois de Schi-King.

Puissent tous les soldats être à jamais fatigués! À rapprocher de la déclaration de Mao Zi Dong, rapportée par Lecoin dans son livre *Le Cours d'une vie*: « Les peuples ne doivent pas être effrayés si leur population décroît au cours des guerres de libération, car, par la suite, ils bénéficieront de périodes pacifiques au cours desquelles ils pourront se multiplier. »

Pas de quoi s'effrayer qu'il dit! Napoléon aussi aurait déclaré après une terrible bataille (Austerlitz, Iena?) au cours de laquelle un nombre énorme de combattants avaient été tués: « Une nuit de Paris réparerait tout ça ». Ce ne sont peut-être pas les paroles exactes, mais c'est bien l'esprit – si l'on peut dire! – de sa déclaration.

Les tueurs en série, dictateurs ou autres chefs de gouvernement, n'ont jamais manqué, hélas! Il y en a toujours autant. Regardez les images de ces pauvres pays africains qu'on nous montre à la télévision. Les civils, affamés, sont décharnés, fuient les combats et parcourent des centaines de kilomètres à pied dans les pires conditions. Le plus terrible, ce sont les enfants. Images insoutenables. Et les soldats? Eux sont biens gras, bien équipés, martiaux en diable! Il n'y a qu'une réforme possible des armées, a écrit le pacifiste Emile Vèran, c'est de l'exempter de service pour incapable majeure de service national de sauvegarde. Anatole France a écrit quelque part: « L'armée, c'est l'école du crime. »

Constat: « C'est toujours le peuple qui est au bout du fusil » titrait *Fais pas le zonave* dans le numéro précité. Dans les milieux libertaires, le fait même qu'un statut ait été voté a suscité des critiques. Dans le numéro 93 du *Monde libertaire*, Maurice Joyeux, dans un article intitulé « Un homme seul: Louis Lecoin », écrit: « Mais il est incontestable que le statut va offrir un débouché à tous ceux des nôtres qui, partis à contrecoeur, ont traîné des années dans les bagnes militaires, aux mutilés volontaires, à ceux qui, à l'étranger, n'ayant pas le soutien prodigieux qu'offre la foi en la révolution sociale, ont végété toute leur vie, loin des êtres chers, loin du milieu d'élection et qui terminent leur existence désaxés, aigris, avec la conviction d'avoir gâché leur vie. Pour ceux-là, le statut sera la solution d'attente et vu sous cet angle, il sert indirectement le mouvement ouvrier et en particulier le mouvement syndical décapité par l'exode d'une jeunesse perdue pour les luttes ouvrières. »

Pour la petite histoire, je dirais ceci, parce que j'ai été, je suis encore flatté (au diable la modestie!): un jour, alors que j'étais à notre librairie, rue Ternaux, je reçus la visite de Louis Lecoin. Il venait me proposer de venir travailler avec lui à l'administration de *Liberté*. J'étais heureux qu'un militant de cette envergure me choisit pour le seconder! Mais, administrateur permanent du *Monde libertaire*, je ne pensais pas pouvoir abandonner mes fonctions et, je dois le dire, mes préférences m'incitaient à militer à la Fédération anarchiste...

Le 23 juin 1971, Louis Lecoin s'éteint. Il est incinéré au columbarium du Père-Lachaise, le 29 juin. Cinq cents personnes sont présentes. Des anarchistes, bien sûr, mais aussi des syndicalistes, des Citoyens du monde, des pacifistes, des écrivains tel Bernard Clavel, Georges Navel, des journalistes du *Canard enchaîné*, des acteurs tels Simone Signoret, Yves Montand.

Conformément à la volonté de Louis Lecoin, *Liberté* cesse sa parution. Ces amis publieront *le Réfractaire*, dans lequel May Picqueray eut un rôle important. Mais la continuité de *Liberté* dut, selon le vœu de Lecoin, dévolue à l'Union pacifiste, notamment en ce qui concerne la campagne pour un désarmement unilatéral.

Dès que fut voté le statut de l'objection de conscience, Lecoin relança le Comité pour l'Espagne libre et poursuivit la défense d'anarchistes persécutés.

Lorsque Daniel Cohn-Bendit fut interdit de séjour en mai 1968, Lecoin écrivit un article au vitriol contre Christian Fouchet, dont le titre « Un mot à un salopard » annonçait la couleur! Il le terminait ainsi: Bas les pattes, Monsieur le ministre de l'Intérieur, devant mes camarades. Je n'ai pas reçu de mandat de les défendre, ils n'ont d'ailleurs besoin de personne. Mais j'appartiens à leur maison, je suis des leurs depuis plus de soixante années, ce qui me donne le droit de vous crier, Monsieur Fouchet, que vous êtes un sieffé menteur, un vil calomniateur et que... les anarchistes vous emmerdent (*Liberté*, juin 1968).

Quand on pense que notre *Monde libertaire* a subi trois procès en peu de temps pour des articles qui, comparés à celui-ci passerait peut-être écrits à l'eau de rose, on en reste pantois!

Louis Lecoin, un sacré bonhomme...

André Devriendt

LECTURE

# Les prospérités du crime

Trafic de stupéfiants, blanchiment et crises financières dans l'après-guerre froide

CET OUVRAGE S'INSCRIT DANS le cadre du programme MOST (1) de l'UNESCO. Dense, s'appuyant sur une documentation très riche et pluridisciplinaire, l'auteur pointe d'abord du doigt l'un des paradoxes essentiels des politiques mises en place pour lutter contre la drogue: « La criminalisation est devenue effective au stade de la consommation des stupéfiants alors que le blanchiment des profits, qui constitue le centre de gravité du marché économique, reste pratiquement impuni par l'effet d'une corruption qui gangrène le monde bancaire, compte tenu de l'énormité du montant des sommes en jeu – 100 milliards de dollars par an – et des marges bénéficiaires engendrées. » Tenant la convergence d'intérêts entre groupes mafieux, certains milieux financiers et certains hommes politiques, le blanchiment devient également une arme politique et un agent de déstabilisation des marchés ainsi que l'analyse G. Fabre à propos des trois principales crises financières nées de l'après-guerre froide à Mexico, en Thaïlande et au Japon. « Le blanchiment accélère la spéculation immobilière et boursière, modifie insensiblement les règles du jeu par la menace et la violence, distord à son profit la concurrence et débouche avec

la crise sur une collectivisation nationale et internationale des pertes et des dettes dont une partie non négligeable est d'origine mafieuse. »

## La critique de l'utopie modeste

Autre paradoxe: en s'appuyant cette fois sur l'exemple de Taïwan et des Philippines, il démontre que le processus de démocratisation d'anciens régimes « forts » est de plus en plus utilisé comme un cheval de Troie par les éléments du crime organisé: « L'ascension économique des "hors-la-loi" leur permet de s'extraire des marges et d'accéder à la respectabilité des notables "au-dessus de la loi", finançant les partis politiques ou bénéficiant directement de l'immunité parlementaire. »

Il dénonce aussi l'hypocrisie de l'Europe et des États-Unis, « croisés » en apparence de la lutte contre le trafic de stupéfiants, et en réalité grands gagnants en terme de bénéfices puisque « le prix des drogues peut-être multiplié par un facteur de 40 à 100 par rapport aux zones de transit. L'inégalité s'accroît encore avec le blanchiment des narco-profits par le

biais des places off-shore et du système financier international qu'ils contrôlent étroitement. » Quant à la Chine, si officiellement le Parti communiste a déclaré la guerre à la drogue et procédé chaque année à l'exécution de plusieurs centaines de trafiquants, l'appareil d'État, et notamment la police et l'armée, est de plus en plus gangrené par l'attrait des profits générés par le trafic qui, tous produits confondus, dégage un chiffre d'affaires annuel de 3,6 milliards de dollars.

En définitive, après avoir analysé minutieusement et de façon croisée l'ensemble des mécanismes de fonctionnement, l'auteur en déduit que « loin d'être une perversion du capitalisme le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent sale peuvent être envisagés comme le prolongement du règne libéral de la maximisation des profits à l'heure de la mondialisation des échanges. » Mafieux et capitalistes de tous les pays unissez-vous!

J-J Gandini

Les prospérités du Crime. Guilhem Fabre. Editions de l'aube, 1999, 308p, 110 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

(1) Management Of Social Transformation: gestion des transformations sociales.

TÉLÉ

# La guerre civile d'Espagne (fin)

John Blake et David Hart

AVEC LA CINQUIÈME PARTIE de ce documentaire, nous touchons sans aucun doute au plus profond d'un débat politique propre au mouvement anarchiste mais aussi aux rapports que nous devons entretenir (ou ne pas entretenir) avec les communistes marxistes.

En 1936, fidèles à leurs principes, et convaincus que l'explosion révolutionnaire déboucherait sur la création, par le peuple lui-même, d'une société libre sans État, ni Église, ni capitalisme, les responsables anarchistes refusèrent de participer au pouvoir Catalan. L'organisation autogestionnaire de la société par les ouvriers, sous l'égide des militants de la CNT (2 000 entreprises furent collectivisées) justifiait totalement cette décision. De plus, et au fur et à mesure de leurs progressions, les colonnes anarchistes propageaient la révolution dans les campagnes. Par la suite, alors que les communistes commencèrent à prendre de plus en plus d'importance en donnant à voir aux classes moyennes une

image sécurisante comme sait si bien nous le rappeler Pere Ardiaca, « Nous étions pour la discipline et les mesures nécessaires pour rétablir l'armée, la police et les cours de justice » les responsables anarchistes refusèrent à nouveau d'entrer dans un gouvernement « de la victoire ».

## Méfais communistes

Quelque temps après, et alors que l'issue de la guerre devenait de plus en plus incertaine, que la militarisation des milices se mettait en place en détruisant la spontanéité du combat populaire, quatre anarchistes entrèrent au gouvernement. Enfin, la provocation communiste du Central téléphonique, en mai 1937 à Barcelone, la reprise en main de la ville par les libertaires, l'intervention de Federica Montseny, ministre anarchiste, demandant de rendre les armes puis une répression qui laissa plus de 500 morts dans les rues sonna le glas de la force anarchiste.

Notre propos ne sera pas de refaire l'histoire et juger les actes militants de nos compagnons espagnols protagonistes de la plus grande révolution anarchiste de l'histoire de l'humanité, mais simplement de tirer pour notre propre combat quelques fils parfaitement visibles cinquante ans après compte tenu de ce que nous savons des valeurs morales et politiques de nos adversaires qu'ils soient capitalistes ou marxistes.

Nous sommes aujourd'hui en mesure de penser et de dire qu'une révolution anarchiste ne pourra se développer que si nous acceptons de conjuguer une mise en pratique autogestionnaire de la société par le peuple lui-même et une stratégie volontariste pour figer les instances de pouvoir.

Nous nous devons de ne jamais plus laisser un seul champ libre, quel qu'il soit, et même s'il s'agit de celui du pouvoir, à des idéologies contraires à notre vision libertaire de l'humanité. Le pouvoir est maudit et restera toujours mau-

dit, mais, le meilleur endroit pour le combattre, tout en développant bien évidemment et en priorité les luttes autonomes et autogérées, c'est aussi d'y « participer » pour mieux le « bloquer » et le détruire.

N'oublions jamais que nos compagnons espagnols, pour tant forts de dizaines de milliers de militants, ont échoués en voulant se débarrasser du pouvoir par les seules forces de la révolution et de la mise en pratique d'une organisation sociale autonome.

Ce documentaire, sans aucun doute le meilleur de toute la série, nous montre aussi les problématiques que rencontrèrent les responsables de la CNT pour faire « tourner » la société. Parmi celles-ci, l'anecdote que nous rappelle Eduardo Pon Prades, responsable du syndicat du bois de Barcelone, ne manque pas de saveur d'autant plus qu'elle est peu connue.

Les anarchistes désapprouvant le mariage au profit de l'union libre sans autorisation de l'Église et de l'État, les couples se faisaient et se défaisaient sans contrainte.

Devant les inquiétudes exprimées par des mères de jeunes filles, les syndicalistes mirent en place un « certificat de mariage » dont le fonctionnement était fort simple: « On faisait deux copies. Le syndicat gardait l'original et chacun des époux en recevait une copie. Si le couple voulait ensuite se

séparer, on brûlait les trois copies et le libéré était retrouvé ».

## La militarisation

Pour en conclure, il nous faudra à nouveau parler de cette « nécessaire militarisation des milices » qui revient comme un leitmotiv depuis le début de ce documentaire de six heures. Le commentateur nous ressort régulièrement (avec le soutien actif des communistes) la nécessité d'un commandement central pour (sous-entendu) « rendre possible la victoire contre les armées organisées de Franco ».

Le comble et le plus ridicule de cette assertion, qui à aucun moment ne reçoit le soutien d'une analyse rigoureuse de la situation espagnole et de sa révolution libertaire, est d'entendre que: « bien que disciplinée, l'armée ne remporta pas la victoire ». Ainsi, « La bataille de Belchite où beaucoup de soldats donnèrent leur vie pour une ville qui n'avait aucune importance stratégique et qui fut reprise quelques mois plus tard par les nationalistes sans coup férir ». Et puis « Terruel, une victoire sanglante pour un objectif de faible importance ».

Comme quoi, certains ont encore un long chemin à parcourir avant de se dégager du raisonnement totalitaire liant autorité-soumission et réussite.

Jean-Claude Richard  
groupe Henry-Poulaillie

# dans la toile

Ouf. Me voici de retour avec quelques informations sur le monde du WEB. Je ne m'attarderai pas sur les mésaventures d'AlternB, tout a déjà été dit ou écrit mieux que je ne le saurais faire et nous attendons tous de retrouver les sites hébergés par Valentin.

Donc, vite, des adresses, pas trop de bla-bla cette quinzaine. Dominique nous informe que le site anarchiste individualiste *L'En Dehors* a changé d'adresse, désormais on peut le trouver à: <http://www.multimania.com/endehors>. Sur la dernière mise à jour vous pourrez trouver un dossier sur la répression contre les anarchistes russes et des articles sur la création de la constitution et le procès qui s'en est suivi, la loi et l'anarchie (par le toujours très actif Acatrak), la manif lundi 22 mars à Paris pour Patricia Cadeddu et sur des hommes, ensembles, contre le sexisme. Un site pas anar mais radicalement anti-fasciste et plein d'informations: <http://www.multimania.com/dnthines/>.

Pour illustrer vos sites et agrémentez vos articles de jolies images, une galerie iconographique consacrée aux anarchistes (mais pas seulement): <http://burn.ucsd.edu/art.htm>. Un beau site sur la Commune de Paris (où il est aussi question d'Altern): <http://www.samizdat.net/la-commune/>. Un point de vue pas radicalement anarchiste, loin de là, et quelques aspects commerciaux, mais, en dépit de

ces faiblesses, une bonne source d'informations historiques et iconographiques.

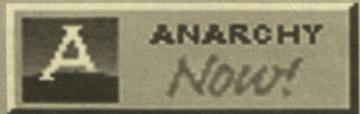
Curieux, une traduction en anglais de plus de deux cents graffiti de Mai 68, je ne sais trop qu'en penser. Le site est peut-être un peu marxisant: <http://www.slip.net/~knabb/CF/graffiti.htm>

La république universelle du web libre est un projet qui vise à appliquer à Internet les principes d'une république fédérative et libertaire. En allant sur ce site, vous pourrez cosigner le manifeste de sa constitution ou simplement la cogiter. Pour plus d'infos: <http://www.respublica.fr/alex2/>.

Voilà, rendez-vous dans une quinzaine de jours et, si vous avez des velléités d'art scribouillard, envoyez vos textes expérimentaux sur mon site, on peut aussi changer la vie avec des poèmes: <http://www.minitelorama.com/~alain>.

À bientôt dan la toile.

Blue Eyed Keyboard  
[BlueEyedKeyboard@caramail.com](mailto:BlueEyedKeyboard@caramail.com)



## Un autre Futur

Pendant tout le mois d'avril, le film de Richard Prost *Un autre Futur* est diffusé sur la chaîne câblée Planète, chaque jour, à raison d'un épisode par semaine.

Ce film réalisé en 1989 pour les trois premières parties et en 1997 pour la quatrième partie, relate l'histoire des libertaires espagnols, organisés à la CNT ou à la FAI, depuis son origine au XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la mort de Franco. L'accents est mis sur l'œuvre constructive de la Révolution espagnole à travers les témoignages de protagonistes, d'images d'archives tournées par les libertaires eux-mêmes, de photos, journaux d'époque.

Ce film est devenu lui-même un document de valeur, dans la mesure où la plupart des témoignages récoltés alors, ne pourraient plus l'être aujourd'hui. Il était vraiment temps qu'*Un autre Futur* soit diffusé à la télévision.

Si vous n'êtes pas câblés, vous pouvez toujours trouver ce film en vidéo à la librairie du *Monde Libertaire*, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

Eric Jarry

LECTURE

# Un si bel espoir

Michel Ragon

**N**UL BESOIN DE RAPPELER dans ces colonnes qui est Michel Ragon. Compagnon de route du mouvement libertaire depuis longtemps, il n'a jamais désavoué son parcours aux côtés des plus marquant et des plus humbles d'entre nous, d'entre ceux aussi qui partagent ce noble idéal d'émanciper l'humanité, de la rendre plus belle et plus digne. Les écrits de Ragon sont nombreux. Si l'on se réfère à une bibliographie récente, il n'y aurait pas moins de 70 ouvrages publiés. Il parle avec autant de sérénité de ses souvenirs d'enfance, d'architecture, d'art brut de peinture, de littérature prolétarienne et de mouvement social. En 1990 paraît « La mémoire des vaincus », fresque émouvante du mouvement libertaire du XX<sup>e</sup> siècle. Il raconte ses engagements et son aventure d'autodidacte dans « D'une berge à l'autre » publié en 1997 où il exprime clairement son refus de choisir entre littérature et art, entre roman populaire et critique d'avant-garde.

Son dernier roman, « Un si bel espoir » paru chez Albin Michel, semble le plus abouti. Michel Ragon y raconte l'histoire d'Hector, architecte sous le Second empire. Le livre démarre sur la chute de Louis-Philippe, les journées insurrectionnelles de 1848 pour s'achever dans la répression qui suit l'écrasement de la Commune de Paris. Dès les premières lignes on est conquis et le roman vous engloutit. On plonge dans la peinture, l'urbanisme, la révolte sociale. Ragon réussit le tour de force d'écrire un livre superbe visuel, malgré l'absence de reproductions de tableaux, étonnement historique et fondamentalement utopique. Hector (I) côtoie Courbet et Proudhon. Le premier l'épate par sa truculence et son côté rabelaisien. Le second le fascine par ses théories sur le socialisme libertaire. La ville, Paris, se métamorphose sous ses yeux. Il rêve d'une cité idéale où l'individu pourrait s'épanouir et dessine ainsi les projets les plus fous. Son œuvre est pillée, détournée, galvaudée par d'autres rangés aux antipodes

du bien-être social, des arrivistes qui utilisent le progrès non pas pour rapprocher les hommes mais pour creuser les fossés qui les séparent et aggraver ainsi la misère galopante. Dans le roman, l'exemple du chemin de fer en est une belle illustration. Le rail devait rendre le monde plus petit, favoriser la communication entre les hommes. Il a servi avant tout à convoier les troupes armées chargées de réprimer les révoltes après le coup d'État de 1851. En quête de salubrité, des habitants, c'est-à-dire les classes laborieuses, à la circonférence de la ville d'où massées, entassées dans des conditions de misère effrayantes, elles lorgnent avec rage vers ce gros gâteau auquel elle ne peuvent goûter. L'esprit de révolte gronde.

### Une gueuse parmi les gueux

Dans le poème de Jean Richepin *Oiseaux de Passage*, « les bourgeois sont troublés de voir passer les gueux ». Une gueuse parmi les gueux et voici Julie qui entre en scène. Superbe rousse, modèle de Courbet, elle promène sa volonté destructrice dans les rangs du pouvoir. Tirée du cloaque de la Plaine Monceau et du bouge de la Petite Pologne, elle gagne peu à peu les faveurs de personnages haut placés. Elles vend ses charmes et ruine des fortunes, une manière bien à elle de tirer sa revanche sur une jeunesse misérable. D'autres femmes, à la même époque, prendront un malin plaisir à propager la petite vérole pour faire crever les bourgeois. Évidemment, Hector et Julie se croisent, s'aiment et se décroisent au fil du roman sur fond de ville en révolte. Survient l'épisode de la Commune. Hector y participe. Ragon décrit la fièvre qui règne à Paris,

## à la petite semaine

### Quelle connerie la paix !

Il y a ceux qui sont pour, États-Unis et Communauté européenne, qui tentent leur industrie de mort et consolident leur rôle de propriétaires et gardiens du monde. Les va-t-en guerre albanais, dont les principaux chefs de bande étayent leurs ambitions sur un nationalisme croissant, renforcé par la répression serbe au Kosovo. Les régimes islamistes, fondés comme chacun sait sur une démocratie pointilleuse et un strict respect des droits de l'homme et plus encore de la femme. Et puis ici, en France, un magma de baroudeurs de l'arrière, des gaullistes américanisés, des Verts qui luttaient récemment encore pour qu'on épargne les petits oiseaux du Sud-Ouest, des charlots soldats à la Jack Lang...

Il y a ceux qui sont contre. Les Serbes, accessoirement communistes, ultranationalistes ou fascistes, mais avant tout Serbes, comme les Albanais, dans ce triomphe du communautarisme national, son avant tout albanais, les Macédoniens macédoniens, les Monténégrins monténégrins, et les imbéciles patriotes. Et puis, ici, en France, un axe Le Pen-Mégret-Laguiller, en passant par la CGT-PC, le MDC, autant de mouvements et de personnalités convaincus que la discipline fait la force des armées, à estimer le budget de la défense trop maigrelet, à manifester quand l'industrie d'armement menace de licencier, à rêver d'une nouvelle armée rouge, ou brune, ou bleu-blanc-rouge, qui n'ont rien contre la guerre mais qui pensent simplement que celle-ci dessert leurs intérêts.

Il y a ceux qui sont pour, il y a ceux qui sont temporairement contre, qui tous pensent : « Quelle connerie la paix ! », car une mince différence les séparent en réalité. Toujours la même. Celle qui oppose les hommes sur la manière d'exercer l'autorité, celle qui jette sur les routes ces interminables colonnes de réfugiés, éternels perdants de toutes les guerres et de tous les temps, et qui le resteront, comme disait Prévert, tant qu'ils donneront des canons aux enfants et leurs enfants aux canons.

Floréal

## copinage

**Claire** chantera le lundi 12 avril à 20 h 30 au théâtre Clavel (Paris 19<sup>e</sup>). Rés. : 01 43 84 70 04. prix : 100 F et 80 F.

**Pierre Louki** chantera le samedi 10 avril à 20 h 30 à l'Espace François Mauriac, 51, av. du Gal Leclerc à Sevran (93).

**Elsabeth** chantera le lundi 12 avril à 20 h 30 à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine (Paris 9<sup>e</sup>). Rés. : 01 39 72 94 80. Places à 50 F (70 F le soir du spectacle).

## RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 8 avril à 18 heures :

*Si Vic Pacem* : La campagne européenne pour l'abolition de l'OTAN.

samedi 10 avril à 11 h 30 :

*Chronique syndicale* : La chute de la maison Hersant ? À propos de la liquidation de France-Soir.

samedi 10 avril à 11 h 30 :

*Chronique rebelle* : avec Maurice Rajsfus, auteur de « Aphorismes subversifs et réflexions sulfureuses ».

samedi 10 avril à 23 heures :

*L'Harmonie du monde* : Les films d'épouvante des années 50.

mardi 13 avril à 18 heures :

*Ideaux et débats* : avec Hervé Hamon auteur du livre « L'abeille d'Ouessant » (Seuil).

mardi 13 avril à 22 h 30 :

*Jazz en liberté* : Horace Tapscott quartet en public (1989) ; Michel Petrucciani solo (1997) ; Jacky Byard trio (1998) ; Cecil Taylor solo (1973) ; Georges Arvanitas trio (1958).

mercredi 7 avril à 10 h 30 :

*Blues en liberté* : Jimmy Rodgers, du Muddy Waters blues band à son dernier disque avec Clapton et Jagger.

mercredi 7 avril à 14 heures :

*Le Manège* : avec Frédéric Richaud, auteur de « Monsieur le jardinier ».



l'élan populaire, les délégués débordés, le manque de moyens, la férocité du siège, les abatteurs et les retournements de situation quand la Commune est vaincue dans le sang. Le dernier chapitre est le plus éloquent car il concentre en quelques pages l'essentiel du propos de Ragon, écrivain à message. Ragon a du talent, certes, mais c'est un grand homme qui sait mettre sa plume au service de la vulgarisation d'une époque profondément occultée par les manuels d'histoire, un écrivain qui ne renonce pas à l'utopie, cette utopie dont Gaston Leval disait « qu'elle précède presque toujours la création rationalisée » (2).

Alors, vous l'aurez compris, lisez « Un si bel espoir ». Offrez-le, pour

la réflexion qu'il suscitera chez le lecteur éloigné des idées libertaires et le parallèle que celui-ci ne manquera pas d'établir avec la réalité d'aujourd'hui. Lisez-le pour le plaisir des yeux avec Gustave Courbet, pour le sentiment de défendre une cause juste avec Pierre-Joseph Proudhon, pour qu'un jour, enfin, l'utopie se concrétise.

Martine  
liaison Bas-Rhin

(1) Le personnage d'Hector s'inspire d'Hector Horeau, architecte, membre de la Commune, emprisonné à Rochefort sur Mer, avant d'être déporté en Nouvelle Calédonie. Durant toute sa vie, Hector Horeau, architecte maudit, n'aura été qu'un architecte de papier. Michel Ragon y fait référence dans son ouvrage « Histoire de l'architecture et de l'urbanisme moderne » tome 1, page 202, Casterman, édition de poche.

(2) « Éléments d'éthique moderne ». Éditions du groupe Maurice-Joyeux. 40 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

## CINÉMA

### Mon frère (Cosi' Ridevani). Gianni Amelio Baril de poudre (Bure Burata). Goran Paskaljevic

**L**ES DEUX FILMS ÉTAIENT À VENISE. *MON FRÈRE EN* compétition emporta le Lion d'Or. *Baril de poudre* en revanche n'avait pas été en compétition parce que son « collègue » Kusturica était en compétition avec *Chat blanc, chat noir* qui suscitait incontestablement le rire et l'envie de vivre, alors que *Baril de poudre* est un constat tellement amer et violent qu'on sort de ce film comme abasourdi et anéanti. Une épreuve.

*Baril de poudre* et *Mon frère* ont beaucoup de choses en commun : une violence forte, liée aux territoires les plus intimes. Dans *Baril de poudre* des réseaux d'amitié violent en éclats, tous sont des traîtres en puissance. Paskaljevic adapte une pièce de théâtre, se reconnaît dans les gens montrés dans son film. Il fait un portrait au vitriol de la société serbe d'aujourd'hui, où chacun fait justice lui-même, où chacun montre sa part ignoble, où tout le monde trahit tout le monde.

La violence manifeste du film est fascinante parce qu'elle repose uniquement sur l'humiliation et la destruction des êtres, et qu'elle s'attaque de préférence aux femmes. C'est un film tellement violent qu'on s'interroge sur la finalité de l'entreprise du cinéaste dont la mise en scène est par ailleurs une réussite. Si *Baril de poudre* punit toute intrusion dans des

territoires de l'intime en bafouant l'autre, la démarche de *Mon frère* est en apparence tout le contraire. Un frère suit par amour le petit frère, le rejoint à Turin où il est censé faire des études. Film aux antipodes de *Padre Padrone*, où le fait d'étudier garantissait encore un avenir et un métier respecté – celui de l'instituteur – *Mon frère* se révèle être la triste chronique d'une autre trahison peut-être encore plus terrifiante, celle commise au nom de l'amour, de la famille, de la fidélité et de l'honneur.

Est-ce l'échec commercial de son film magnifique *Lamerica* où des Albanais désespérés partaient pour l'Italie, pays d'une terre promise comme cela avait été l'Amérique pour leurs grands pères qui amène Gianni Amelio, réalisateur ancré dans l'humanisme occidental, à brader toutes ces valeurs ? Est-ce un retour au néo-réalisme italien, une manière de raconter l'histoire aux jeunes Italiens d'aujourd'hui ? Le récit des deux frères siciliens montés à Turin entre 1958 et 1964 décrit évidemment l'appât de la lutte pour la survie, mais il montre aussi les racines d'un comportement maffieux, lié à des valeurs par ailleurs encensées. Ainsi le petit frère est sacrifié sur l'autel de la réussite du grand, stupide et cupide frère sicilien.

Heike Nurst (Fondu au Noir)

# Dans le méphitique marigot des eurocrates

**L**E RAPPORT DES CINQ « SAGES » qui a poussé la Commission européenne à la démission, le 16 mars, ne relève que quelques cas litigieux et ne met évidemment pas en cause les orientations de la politique communautaire. Alors que certains de ces messieurs-dames épinglés tant par la presse que par la Cour des comptes européenne de Luxembourg et l'expertise diligentée par Jacques Santer ont fait semblant de battre leur coulpe, Edith Cresson, fidèle à elle-même, a répondu avec une arrogance et un mépris tout mitterrandiens aux gravissimes reproches formulés à son encontre. L'emploi grassément rémunéré (d'abord 24 400 F, puis 45 375 F mensuels) de son « ami » René-Marie Berthelot pour quelques notes rédigées sur la base de textes déjà publiés et études menées entre le 1<sup>er</sup> septembre 1995 et le 31 décembre 1997, dont une d'importance capitale sur « l'innovation en Poitou-Charentes », apparaît presque béni au regard de malversations confinant à de la corruption caractérisée.

## « Bombe à retardement »

Ainsi, la société Service Industries Stratégies Internationales et Environnement (SISIE) que dirigeait encore aux côtés d'un intime, Abel Farnoux, l'ex-premier ministre cinq jours avant sa nomination à Bruxelles, se vit attribuer grâce à elle sept contrats pour un total de 19,5 millions de francs. Jean-Louis Reiffers, un autre pote de miss « rien à cirer », arracha pour sa boîte de conseils un appel d'offres pour 530 000 F qu'il avait organisé alors qu'il émargeait sur les tablettes de la commission. Dans son mémoire de 34 pages, qu'il avait transmis le 9 décembre 1998 à Magda Aelvoet, la présidente belge du groupe des Verts au Parlement strasbourgeois, Paul van Buitenen (41 ans), fonctionnaire néerlandais sus-

pendu de ses fonctions le 16 décembre pour manquement à « l'obligation de réserve », indique que l'influence d'Edith Cresson s'étendait sur bien d'autres secteurs que celui de la science, recherche, éducation, formation et jeunesse dont elle avait la charge. L'ancienne maire de Chatelleraut « est devenue depuis longtemps une figure symbolique de la culture du trucage, de l'incompétence, de la suffisance et du favoritisme », écrit Sylvia Schreiber dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 9 novembre 1998. Entre 1990 et 1997, le collège omnipotent et les Quinze avaient affecté 5,109 milliards de francs, dans le cadre des programmes « PHARE » et « TACIS », à la sécurité de parc nucléaire dans les pays situés jadis derrière le « rideau de fer ». Seul 1,99 milliard de francs avait été dépensé au 31 décembre 1997. Quid du volumineux reliquat? Selon le rapport relatif à l'exercice 1997 que Bernhard Friedmann, le président de la Cour des Comptes européenne, avait publié le 17 novembre dernier, un tiers des marchés d'assistance ur site avait été passé sans mise en concurrence préalable, les modalités de sous-traitance avaient permis aux contractants de « réaliser des marges importantes et incontrôlables », du bloc 4, qui avait explosé le 26 avril 1986, reste « particulièrement faible » : sur les 383,5 millions de francs dévolus à cette opération, 78 millions ont fait l'objet de commandes fermes. « Plutôt que de désamorcer la bombe à retardement à l'est, la Commission servit les intérêts du lobby atomique occidental », insistèrent Udo Lielschick et Stephan Stuchlik dans leur remarquable reportage diffusé le 17 décembre 1998 sur ARD, la première chaîne allemande. Alors qu'avec des mesures ciblées, l'Ukraine pourrait économiser jusqu'à 57% de sa consommation électrique et que ses dirigeants avaient préconisé l'édification d'une usine à gaz et à vapeur de 600 mégawatts, Bonn et Paris tentent de

convaincre la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, sise à Londres, de débloquer un prêt de 1,19 milliard de francs pour la modernisation de deux réacteurs atomiques de 1000 mégawatts à Khmel'nitsky et Rovno.

## Options éminemment condamnables

La Compagnie française d'Assurances pour le Commerce extérieur (COFACE) et son homologue d'outre-Rhin Hermes accorderaient leur garantie dans ce projet aussi démentiel que ruineux évalué à 10,8 milliards de francs. Bien que des experts indépendants aient émis les plus sérieuses réserves, la BERD suivra-t-elle les recommandations des politiciens plus soucieux des desiderata de Siemens et Framatome que des inquiétudes de la population encore sous le choc de la catastrophe d'il y a treize ans? Détail piquant: le directeur des programmes « PHARE » et « TACIS » fut le juriste François Lamoureux, un temps chef de cabinet d'Edith Cresson. Autres options éminemment condamnables parmi des milliers. L'UE a favorisé, à hauteur de 205,15 millions de francs, la prospérité du Barito Pacific Group, le principal conglomérat forestier indonésien, lequel avait acquis la concession d'Aya Yayang (95 000 hectares) au sud de Kalimantan (Borneo). À l'automne 1997 et au printemps 1998, le BPG qui sévit sur un territoire de 5,5 millions d'hectares, et d'autres compagnies avaient soudoyé des hommes de main pour allumer d'immenses brasiers; au total plus d'un million d'hectares flambe dans l'archipel, obscurcissant pendant de longues semaines le ciel et polluant l'atmosphère jusqu'en Taïlande et au Sri Lanka. Ces cinq dernières années, l'UE avait financé la construction de 2000 km de routes trouant la forêt pluviale camerounaise aux écosystèmes si sensibles. Les 52 kilomètres entre Abong

Mbang et Lomié jouxtent la réserve Dja, classée « patrimoine mondial de l'humanité ». La nouvelle Commission rendra-t-elle caduc le cadeau de 55 millions d'euros (360,25 millions de francs) promis au dictateur Paul Biya et dont profiteraient aussi les firmes françaises Pallisco (du groupe Pasquet à Argentré du Plessis) et à la société d'exploitation des bois du Cameroun (consortium Thanry de Nancy)? Quant à « l'agenda 2000 » chiffré à 4 725 milliards de francs pour les sept prochaines années suite au compromis du sommet berlinois (24-26 mars), « il ne résulte pas d'une analyse sociale et environnementale critique des conséquences générées par la politique économique de l'UE basée unilatéralement sur des théories de croissance usuelles... » (1).

Le traité d'Amsterdam, adopté le 18 juin 1997, confère au Parlement européen un « pouvoir de codécision » accru et renforce ses prérogatives vis-à-vis de la Commission, laquelle gère 98,2% du budget global s'élevant cette année à 562,47 milliards de francs. Toutefois, les privilèges exorbitants dont jouissent les députés suscitent bien des tentations d'abus. La « démocratie » et la « transparence » tant prisés dans les proclamations, surtout à l'approche du scrutin du 13 juin, concernant leurs pratiques internes comme leur comportement individuel...

René Hamm

(1) Volker Angres, Claus-Peter Hutter et Lutz Ribbe dans leur rapport d'essai exceptionnellement codément, *Bananen für Brüssel*, chez Droemer, Munich - février 1999, 318 p., 39,9 DM.

## Procès en appel d'un militant libertaire à Reims

Jean-Noël est militant de l'Organisation communiste libertaire. Les faits concernant la répression dont il fait l'objet furent relatés dans le *Monde libertaire* n° 1157.

Verdict pour Jean-Noël  
- 3 mois fermes + 5 avec sursis  
- 30 000 F de frais (amendes, parties civiles, réparations)  
- 3 ans de mise à l'épreuve  
- 1 an de suspension des droits civiques civils et familiaux.

Le couperet est donc tombé ce mercredi 31 mars à 14 heures à la cour d'appel de Reims. Cette condamnation très lourde n'est pas la première ni hélas la dernière dans ce genre d'affaire opposant la police à des militants.

Face à cette condamnation, ce dénis de justice, nous appelons toutes celles et tous ceux à montrer leur ferme opposition à ce genre de pratique de l'État par les moyens qui sont à leur disposition (presse, fax, médias, Internet) et à soutenir Jean-Noël (messages de soutien, dons, etc).

Jean-Noël étant prévenu libre, (il avait été relaxé en première instance) il n'a pas été emprisonné. Le pourvoi en cassation que nous allons tenter lui permet de rester provisoirement en liberté. Ce pourvoi coûte cher (7500 F de dossier et de 10 000 à 15 000 F d'avocats).

Vous pouvez envoyer des chèques à l'ordre de « la galère-le chat noir » (préciser la motion procès Jean-Noël) à Egrégore, BP 1213 51058 Reims cedex

Pour toute information :  
Vox populi chez jpterris@hexanet.fr  
Camille chez jlassaux@club-internet.fr  
Ou par téléphone le vendredi soir au 0 326 40 27 08

Ou par écrit à : Organisation Communiste Libertaire c/o EGREGORE, B:P 1213 51058 Reims cedex.

# Kosovo: l'escalade

suite de la première page

raient pas ignorer indéfiniment les violations des droits de l'Homme au Kosovo. Or les Américains comme les Européens se fichent des Albanais, du moment qu'ils ne leur causent pas de soucis: Milosevic peut bien en faire ce qu'il veut. L'intervention internationale n'est donc pas venue, comme ce fut le cas en Bosnie que les occidentaux considèrent comme le problème principal. Ils sous-estiment le Kosovo et pensent en avoir fini avec la Yougoslavie avec les accords de Dayton qui ont consacré au passage Slobodan Milosevic dans le rôle de garant de l'ordre balkanique. Le chantage de ce dernier sur le thème « c'est moi ou le chaos » a parfaitement réussi. Il faut donc bien reconnaître que c'est l'apparition récente de l'UCK (armée de libération du Kosovo) et de la lutte armée qui a changé la donne politique en obligeant les occidentaux à réagir à une répression serbe qui se transformait lentement en guerre avec des risques d'extension aux autres pays de la région. Les négociations

de Rambouillet ont été la dernière tentative des puissances pour que l'on oublie le Kosovo en lui redonnant le statut d'autonomie perdu en 1989, comme si rien ne s'était passé depuis. Cette position apparaît aujourd'hui surréaliste. La seule chose que veulent maintenant les Albanais c'est l'indépendance du Kosovo et demain, si le conflit continue, ce sera probablement une grande Albanie qui regroupe l'ensemble des Albanais.

## Que veulent les Occidentaux?

Les occidentaux ont donc cherché la quadrature du cercle: une solution qui permette au Kosovo d'être indépendant, sans l'être, tout en l'étant. Ils n'ont pris la mesure, ni de la volonté des Albanais de sortir de la domination serbe, ni de la détermination des nationalistes serbes. Le résultat crève les yeux: ils ont commencé une guerre sur les conseils des militaires et ne savent pas comment en

sortir. Les Américains profitent cependant du conflit. Ce sont eux qui ont décidé du début des bombardements et eux aussi qui ont imposé l'OTAN pour les réaliser. Si la paix survient ce sera grâce à eux, si une intervention terrestre est décidée, comme c'est presque certains, les ennuis seront pour les Européens (et peut être les Russes). Il ne reste plus maintenant qu'à trouver une porte de sortie, par exemple un protectorat sur un Kosovo ethniquement partagé. Sous couvert d'action humanitaire, des forces au sol (peut être l'ONU), mais en tout cas avec un minimum de soldats américains) seraient chargées de « protéger » les Kosovars dans des enclaves au Sud du pays. Il n'est pas évident par contre que les combattants de l'UCK acceptent d'être parqués ainsi et désarmés. Les troupes engagées risquent bien de servir autant à combattre les Albanais qu'à les protéger.

Franck Gombaud  
groupe Sabate (Rennes)

## A G E N D A

### vendredi 9 avril

● **PARIS:** L'Espace Louise Michel organise, dans le cadre d'une exposition dédiée à la mémoire des républicains espagnols une présentation du livre « L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco » avec Geneviève Dreyfus-Armand à 19 heures, 42ter, rue des Cascades (20<sup>e</sup>).

### samedi 10 avril

● **LYON:** Débat sur **La réduction du temps de travail** à 15 heures, à la librairie La Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (1<sup>er</sup>).

● **PARIS:** La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec Manuel Traimond, auteur du livre « Le trésor des méchancetés. Anthologie d'humour à l'usage des anarchistes » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11<sup>e</sup>).

### dimanche 11 avril

● **SAINT-DENIS (93):** La CNT organise un débat sur **La grande distribution** avec des salariés et d'anciens salariés du secteur à 15 heures, au 19 rue Auguste-Delaume.

### jeudi 15 avril

● **PARIS:** L'Espace Louise Michel organise, dans le cadre d'une exposition dédiée à la mémoire des républicains espagnols une **rencontre-débat** sur le thème « La vie dans les camps » à 19 heures, 42ter, rue des Cascades (20<sup>e</sup>).